



PRÉFET DE LA SAVOIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la Coordination
des Politiques Publiques

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Chambéry, le **29 JUIN 2023**

Arrêté préfectoral n° ICPE-2023-043 portant prescriptions complémentaires

**Société ADS
Dépôt de Courbaton – ARC 1600
Commune de Bourg Saint Maurice**

*Le Préfet
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Palmes académiques*

VU le Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 29 juillet 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 4220 ;

VU le récépissé du 28 novembre 2011 de déclaration d'installations classées au titre des droits acquis ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2002, modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 3 septembre 2019 autorisant la société ADS à exploiter un dépôt d'explosifs et valant agrément technique ;

VU l'analyse des risques pyrotechniques du 18 octobre 2018 du dépôt de Courbaton réalisée par le Centre National de Prévention et de Protection (CNPP) pour le compte de l'exploitant ;

VU la demande d'examen au cas par cas du 9 février 2023 par la société ADS et publiée sur Internet par les services de l'État ;

VU la décision du 23 mars 2023 prise en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement après examen au cas par cas sur le projet d'exploitation permanente du dépôt d'explosifs de Courbaton sur la commune de Bourg-Saint-Maurice qui stipule que le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 mai 2023 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant par courrier du 8 juin 2023 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU le message électronique de l'exploitant du 14 juin 2023 précisant qu'il n'a pas d'observation sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT les éléments apportés par l'exploitant accompagnant la demande du 9 février 2023 précitée ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture,

A R R Ê T E

Article 1

La société ADS (SIREN 076 520 568), dont le siège social est situé Le chalet des Villards – ARC 1800 – 73700 BOURG SAINT MAURICE, est autorisée à exploiter le dépôt d'explosif de Courbaton de manière pérenne tout au long de l'année.

Article 2

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 4220 sont rendues applicables par le présent arrêté préfectoral.

Les exemptions prévues aux articles 5.1.2. (Clôture), 5.1.3. (Accès) et 5.1.4. (Transport) de l'arrêté ministériel ne s'appliquent pas.

Article 3

La surveillance du dépôt est assurée en continu, directement par l'exploitant ou via la société de télésurveillance.

Article 4 - Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 - Notification

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire.

Article 6 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 et R181-45 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Bourg Saint Maurice pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Bourg Saint Maurice fera connaître par procès-verbal adressé à la préfecture de la Savoie, l'accomplissement de cette formalité.

Cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimum de 4 mois.

Article 7 - Délais et voies de recours

En application de l'article L. 514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R. 514-3-1 et R181-50 du Code de l'environnement Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de GRENOBLE, juridiction administrative territorialement compétente par :

1° les tiers intéressés, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'établissement présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

2° les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 8 - Exécution

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de la Savoie et monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Bourg Saint Maurice.

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation
La secrétaire générale
Laurence TUR

